

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

Ministère de L'Economie et des Finances

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Direction de la Centralisation et de la Gestion de la Trésorerie



RAPPORT TRIMESTRIEL DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT

1^{ER} TRIMESTRE 2008

Juillet 2008

SOMMAIRE

0. INTRODUCTION	3
1. Recette	4
1.1 Recettes fiscales.....	5
1.1.1 Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues.....	5
1.1.2 La répartition de performances par nature.....	5
1.2 Recettes non fiscales et dons	7
2. Dépenses.....	11
2.1 Dépenses de fonctionnement.....	11
2.2 Dépenses d'investissements	12
3. solde.....	14
4. Financement	16
4.1 Financement intérieur.....	16
4.2 Financement extérieur	16
5. Classification fonctionnelle	18
5.1 Classification générale.....	18
5.2 Dépenses de lutte contre la pauvreté	18
Annexes	20
Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat	20
Annexe 2 : Tableau des prévision du 1 er trimestre de 2008	21

Graphiques

Graphique 1: Recettes totales (pétrole et dons compris)	4
Graphique 2: Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées.....	5
Graphique 3: performances détaillées de recettes fiscales	6
Graphique 4: Evolution des recettes fiscales pour le 1 er trimestre 08	7
Graphique 5: performances de recettes non fiscales et dons.....	8
Graphique 6: performances détaillées des recettes non fiscales et dons	9
Graphique 7: Evolution des recettes non fiscales durant le 1 er trimestre de 2008.....	9
Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets dans la période observée	11
Graphique 9: performances des dépenses de fonctionnement.....	12
Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement durant le trimestre	12
Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissement pour le 1 er trimestre.....	13
Graphique 12: Comportement des soldes.....	14
Graphique 13: Evolution mensuelle du solde.....	15
Graphique 14: Comportement du financement intérieur.....	16
Graphique 15: Comportement du financement extérieur	17
Graphique 16: Résultat pour les principales fonctions.....	18
Graphique 17: Exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté.....	19

0. INTRODUCTION

La Mauritanie s'est qualifiée en 2005 au titre de l'initiative de l'annulation de la dette multilatérale (IADM), sous réserve du suivi de certaines mesures correctrices durant les six premiers mois de 2006.

Dans ce cadre le gouvernement mauritanien s'est engagé entre autres à élaborer un rapport trimestriel des opérations financières de l'Etat (administration centrale) et un tableau mensuel de ces opérations extrait de la balance générale des comptes l'Etat.

Ce rapport mettra un accent particulier sur l'analyse des recettes fiscales et non fiscales, ainsi que sur les recettes pétrolières.

Le rapport synthétise l'exécution budgétaire au cours du 1^{er} trimestre 2008. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport aux critères du programme d'exécution convenu avec les services du FMI.

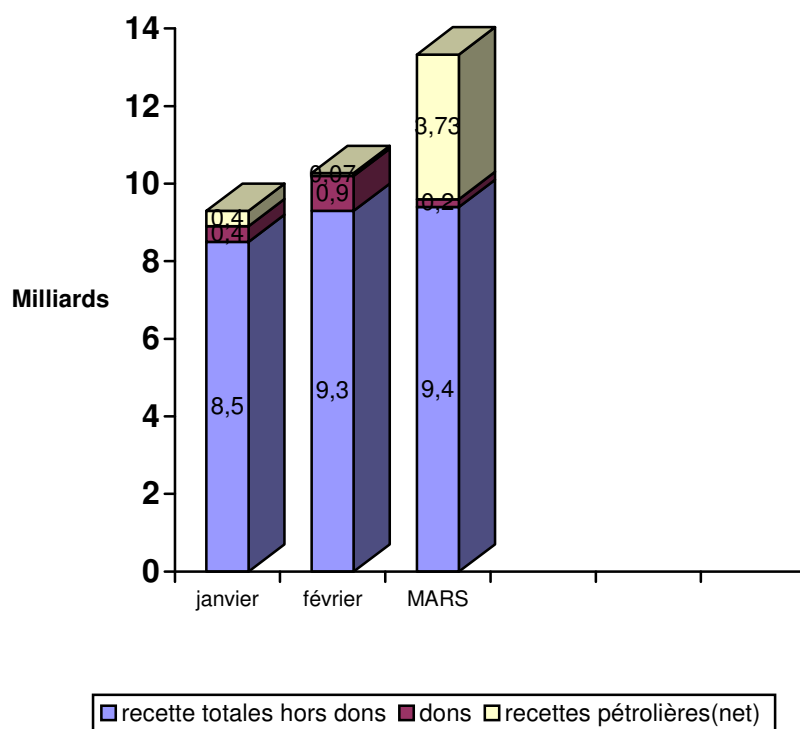
Il traite aussi en détail les dépenses de l'Etat, qui sont analysée tout d'abord selon la classification standard (économique), et ensuite selon la nomenclature fonctionnelle d'où sont isolées les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté.

1. Recette

Les recettes totales de l'Etat au premier trimestre 2008 s'élèvent à 32.84 milliards ouguiya, elles se situent donc en dessous des prévisions pour ce trimestre qui s'élèvent à 38.7 milliards ouguiya. D'une part cela est dû au faible niveau des dons dont la prévision est de 6.5 milliards ouguiya alors qu'ils n'ont effectivement atteint que 1.45 milliards, d'autre part aux recettes fiscales et non fiscales où les écarts par rapport aux prévisions constatés étaient cependant moins importants.

Les recettes pétrolières enregistrées au cours du 1^{er} trimestre de l'année 2008 étaient d'un bon niveau par rapport aux prévisions, avec un excédent de 3.1 milliards ouguiya, car le programme n'a probablement pas prévu d'encaissement de ventes au premier trimestre de l'année compte tenu de la faible fréquence des enlèvements et production relativement modeste.

Graphique 1: Recettes totales (pétrole et dons compris)



Le graphique 1 illustre les tendances des recettes totales (dons et pétrole compris) durant le trimestre et il montre le niveau considérable des recettes pétrolières au mois de mars, où il y a eu l'encaissement de l'enlèvement survenu en février (cf. rapport CNSRH de février et mars 2008 sur le site www.tresor.mr).

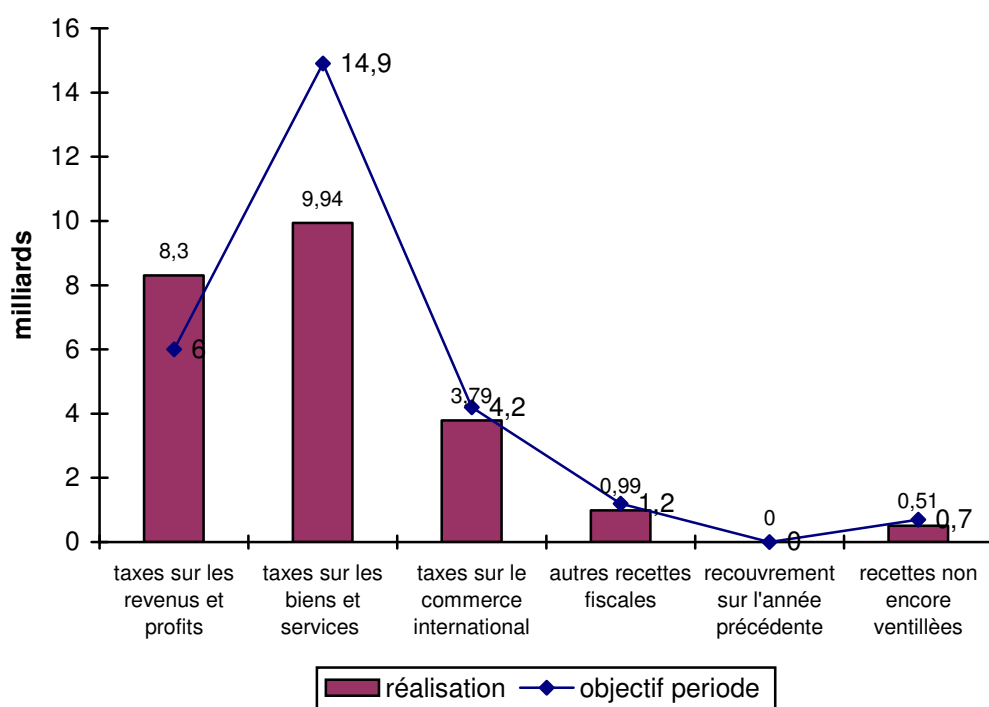
1.1 Recettes fiscales

Le total des recettes fiscales durant le premier trimestre de l'année 2008 s'élève à 23.04 milliards ouguiya et se situe donc en dessous des prévisions du programme qui s'élèvent à 26.3 milliards ouguiya.

1.1.1 Ecart entre recettes fiscales prévues et perçues

Le suivi des recettes fiscales a permis durant cette période d'augmenter sensiblement l'effort de recouvrement sans pour autant que cela n'aboutisse à l'atteinte des objectifs du programme pour tous les postes en question.

Graphique 2: Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées



Le graphique 2 montre que seules les taxes sur les revenus et profits ont enregistré une bonne performance par rapport aux prévisions car le 31 mars représente la date limite des déclarations annuelles du BIC effectuées par les entreprises travaillant au réel. Cette date butoir explique l'importance du poste (BIC) au 1^{er} trimestre, pendant que tous les autres postes n'atteignent pas les prévisions.

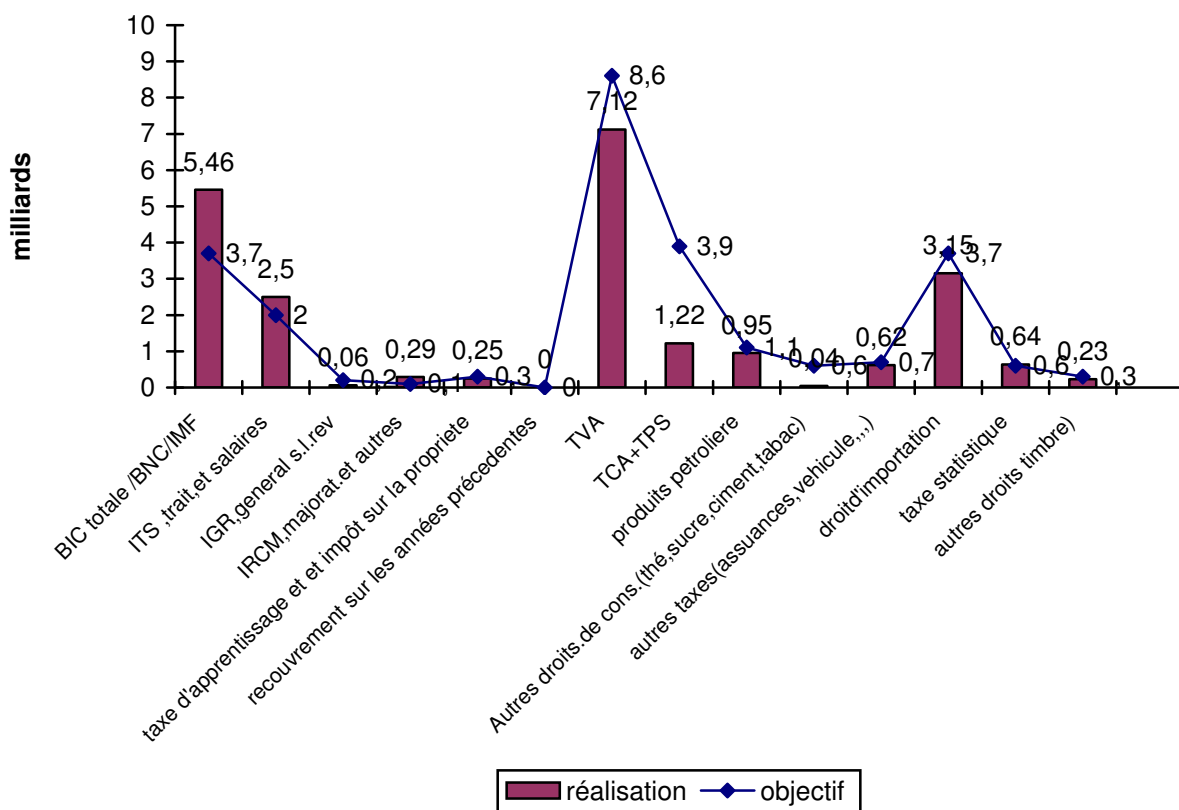
C'est particulièrement le cas des impôts sur les biens et services qui se situent loin en dessous des prévisions et qui ont souffert de l'exonération octroyée par l'Etat pour certains produits de première nécessité. Cette exonération intervient en réaction à la flambée mondiale des prix des céréales (blé, sucre, riz).

Les taxes sur le commerce international sont légèrement inférieures aux prévisions à cause du ralentissement des activités économiques au début de l'année 2008.

1.1.2 La répartition des performances par nature

Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leur comportement par nature. Cette analyse se présente comme suit :

Graphique 3: performances détaillées de recettes fiscales



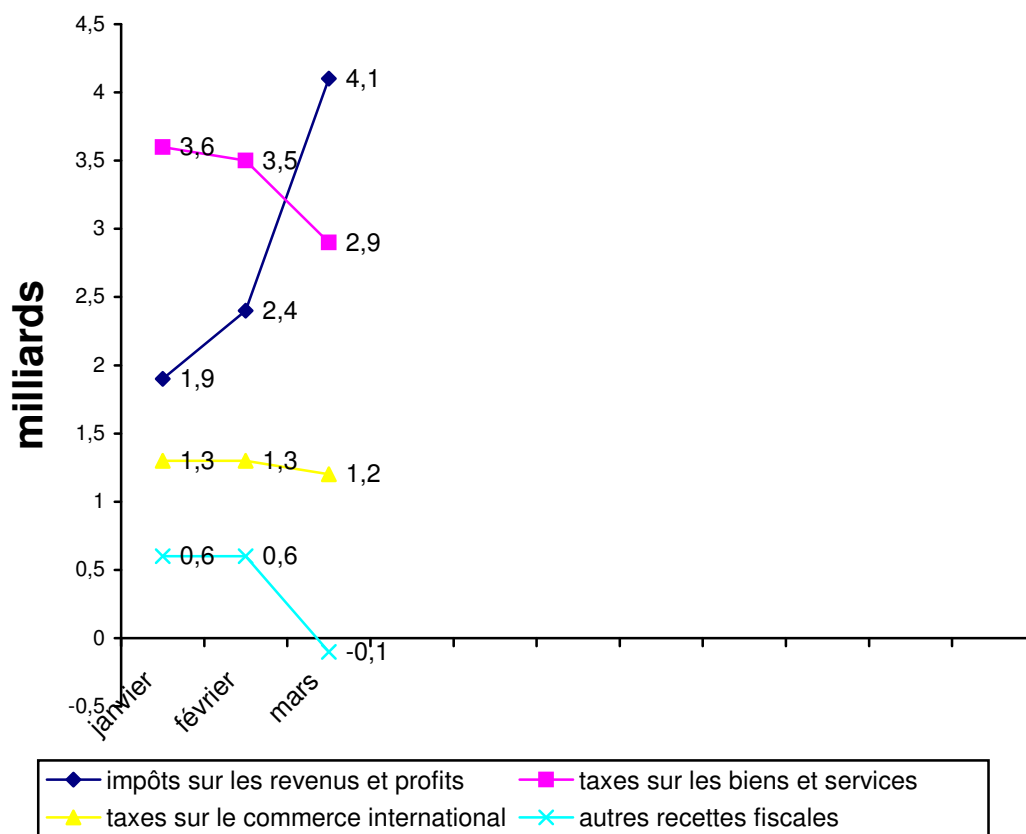
Le graphique 3 montre que certains postes des recettes ont dépassé les prévisions, il s'agit notamment des impôts sur les bénéfices (BIC+BNC+IMF) qui représentent (23.7%) des recettes fiscales avec un dépassement de 1.76 milliards ouguiya. Cette performance est due à la raison déjà citée plus haut soit la date limite des déclarations BIC et BNC fixée au 31 mars pour les entreprises les plus significatives travaillant au réel. Il s'agit aussi de l'ITS (10.07%), l'IRCM (1.2%) ,et la taxe statistique (2.7%) avec respectivement un dépassement de (0.5, 0.19 ,0.04).

D'autres postes ont été légèrement en dessous des prévisions. C'est le cas des taxes d'apprentissage et des impôts sur la propriété qui représentent (1.07%) ainsi que la TVA qui rapporte à elle seule 30% des recettes fiscales. Ce comportement est aussi celui des taxes sur les produits pétroliers ; des autres taxes (assurance, véhicule...); des droits d'importation; et d'autres droits qui représentent respectivement (4.1% , 2.6%, 13.2%, 0.9%).

Quelques autres recettes ont enregistré des niveaux loin en dessous des prévisions. C'est le cas de l'IGR qui représente (0.2%) des recettes fiscales et (TCA+TPS) avec (5.2%) ainsi que les autres droits de consommation (0.1%).

Malgré que la majorité des postes n'ait pas atteint les seuils prévus, on constate que les performances du premier trimestre de 2008 ont dépassé de plus d'un milliard ceux de la même période de 2007 (23.04 Milliards en 2008 pour 22 milliards seulement en 2007).

Graphique 4: Evolution des recettes fiscales pour le 1^{er} trimestre 08

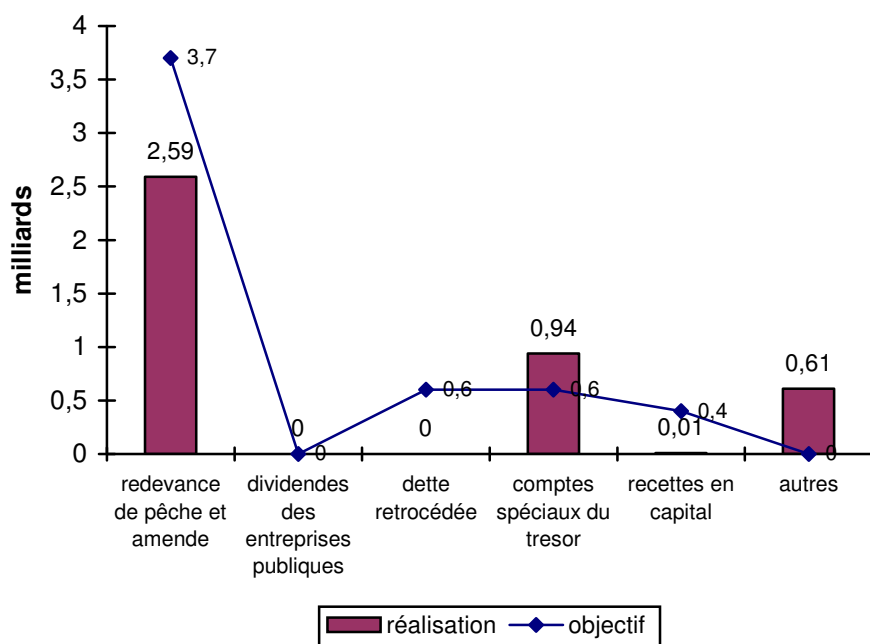


Le graphique 4 montre que chaque poste de recettes suit une tendance qui lui est propre : les taxes sur les revenus et profits suivent une tendance à la hausse marquée par une très forte hausse au mois de mars à cause des raisons expliquées plus haut. Les taxes sur les biens et services ont enregistré leur maximum en janvier pour baisser par la suite. Les taxes sur le commerce international sont restées presque stables durant le trimestre, alors que les autres recettes réalisent leur maximum au début du trimestre pour chuter au mois de mars.

1.2 Recettes non fiscales et dons

Les recettes non fiscales ont atteint durant le 1^{er} trimestre de l'année 2008 4.16 milliards UM, pour un objectif recherché de 5.9 milliards se situant ainsi bien en dessous des prévisions. Cette contre-performance est essentiellement imputable aux recettes de pêche dont la mobilisation est du ressort du Ministère des Pêches.

Graphique 5: performances de recettes non fiscales et dons



Selon le modèle TOFE¹ arrêté avec les services du FMI (cf. Annexe 1), les recettes non fiscales comportent les recettes des comptes spéciaux du Trésor (recettes dont l'affectation en dépense est connue d'avance) ainsi que les recettes en capital.

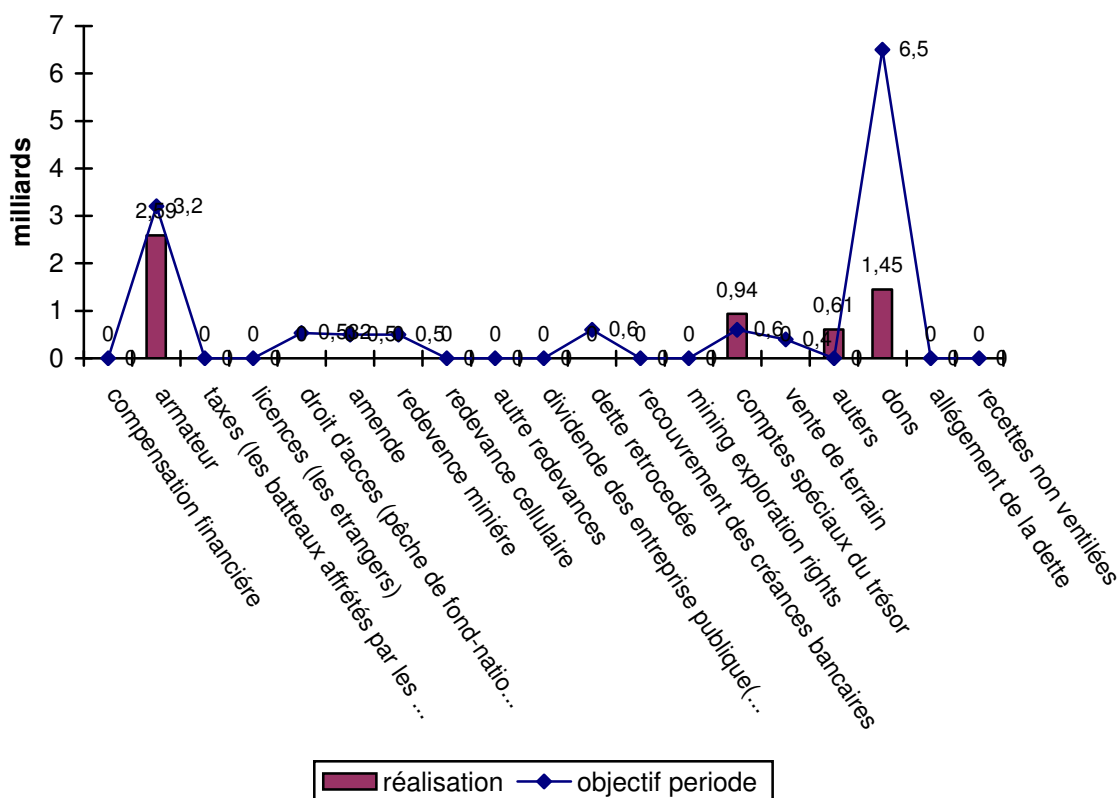
L'analyse globale des recettes non fiscales dégage les conclusions suivantes : les redevances de pêche et amendes qui constituent la première source des recettes non fiscales durant cette période soit à peu près 62.4% n'ont pas atteint les prévisions. Les comptes spéciaux du trésor par contre ont dépassé les prévisions, alors que les dettes rétrocédées initialement prévues de 0.6 milliards ouguiya n'ont enregistré aucune entrée. Les recettes en capital sont au dessous des prévisions et n'ont représenté que 2.5 % du total.

La direction générale du patrimoine et le ministère des pêches devraient donc redoubler les efforts durant le 2ème trimestre de l'année pour redresser cette situation.

Dans le poste autres, on enregistre les écritures dont la nature n'est pas précisée. Ce poste ne peut donc servir d'indicateur de performance.

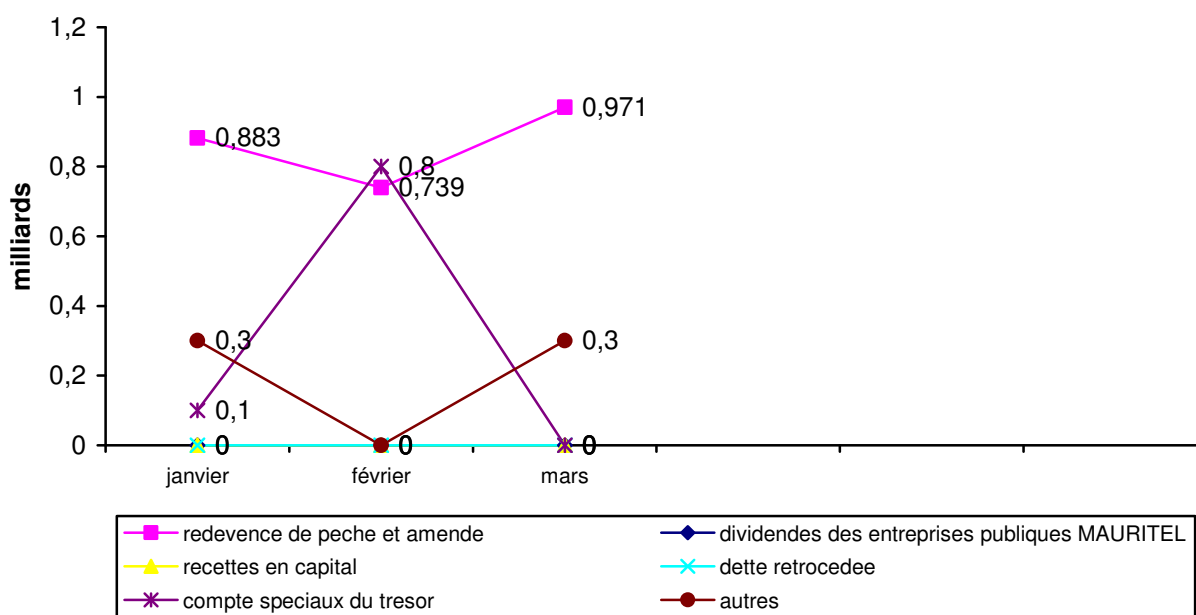
¹ Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

Graphique 6: performances détaillées des recettes non fiscales et dons



L'analyse du détail des recettes non fiscales montre que seule la réalisation des recettes sur comptes spéciaux a été en dessus des prévisions. Il est aussi constaté que les recettes émanant des activités de pêche sont toutes en dessous des prévisions ce qui indique un ralentissement des activités des pêches. Enfin la faiblesse des dons est aussi à mettre en exergue à ce niveau.

Graphique 7: Evolution des recettes non fiscales durant le 1^{er} trimestre de 2008



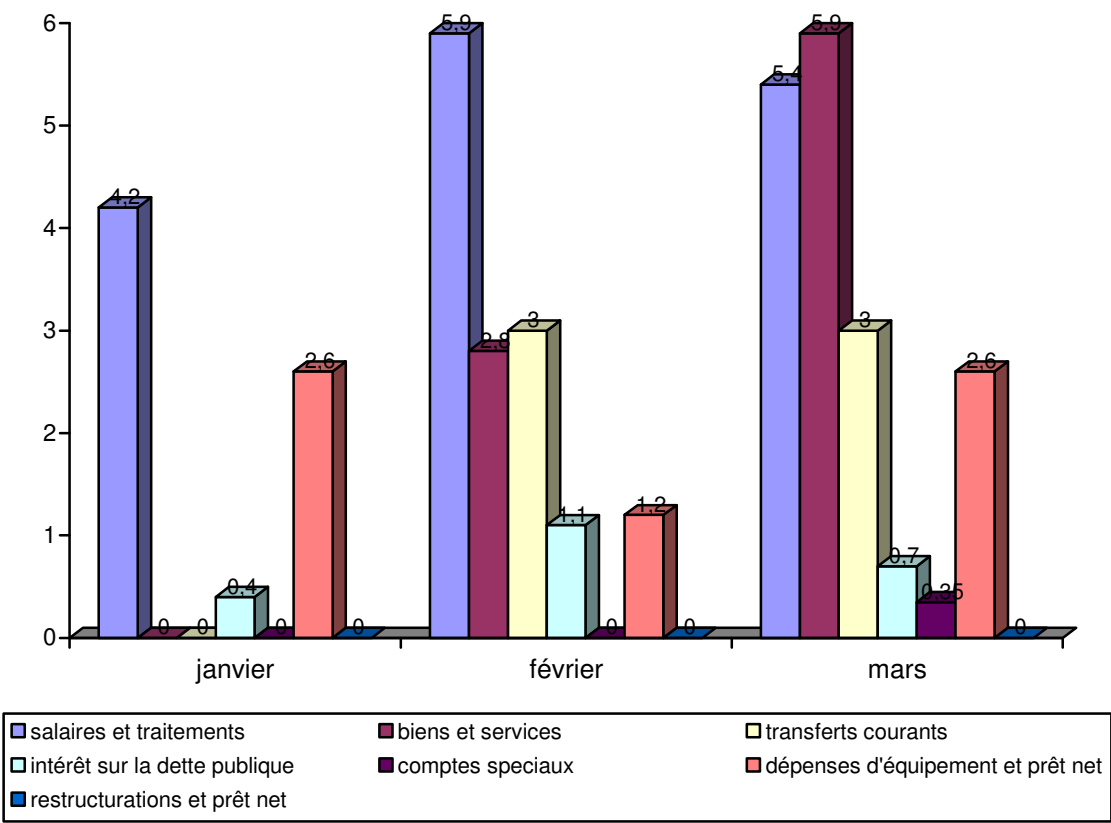
Dans le graphique 7 on déduit l'importance des redevances de pêche et amendes qui ont suivi un rythme presque constant et enregistré des montants relativement importants. Ensuite il y a

les comptes spéciaux qui réalisent leurs maximums en février pour devenir nuls en mars. Les autres postes ont suivi un rythme faible avec des réalisations quasi-nulles.

2. Dépenses

Les dépenses totales enregistrées au cours du 1^{er} trimestre de l'année 2008 s'élèvent à 41.7 milliards. Elles sont donc de loin en dessous des prévisions, qui sont de 58.9 milliards UM.

Graphique 8: Evolution des dépenses et prêts nets dans la période observée

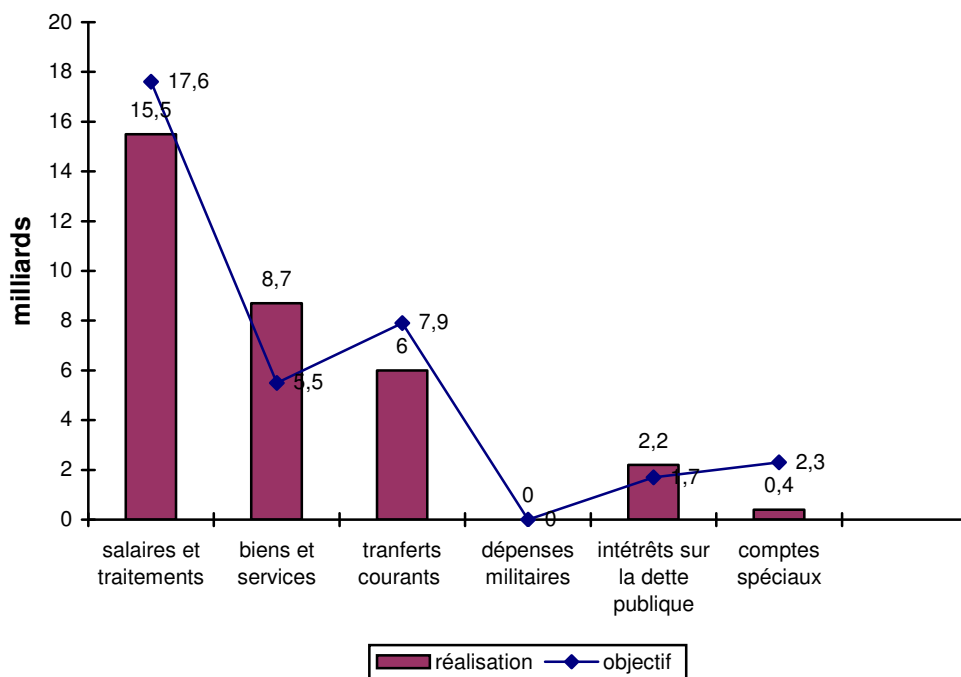


L'analyse du graphique 8 montre qu'au cours du mois de janvier, les dépenses se sont limitées aux charges obligatoires et prioritaires, alors que dans le mois de février et mars les dépenses accessoires ont enregistré des seuils d'exécutions très importants.

2.1 Dépenses de fonctionnement

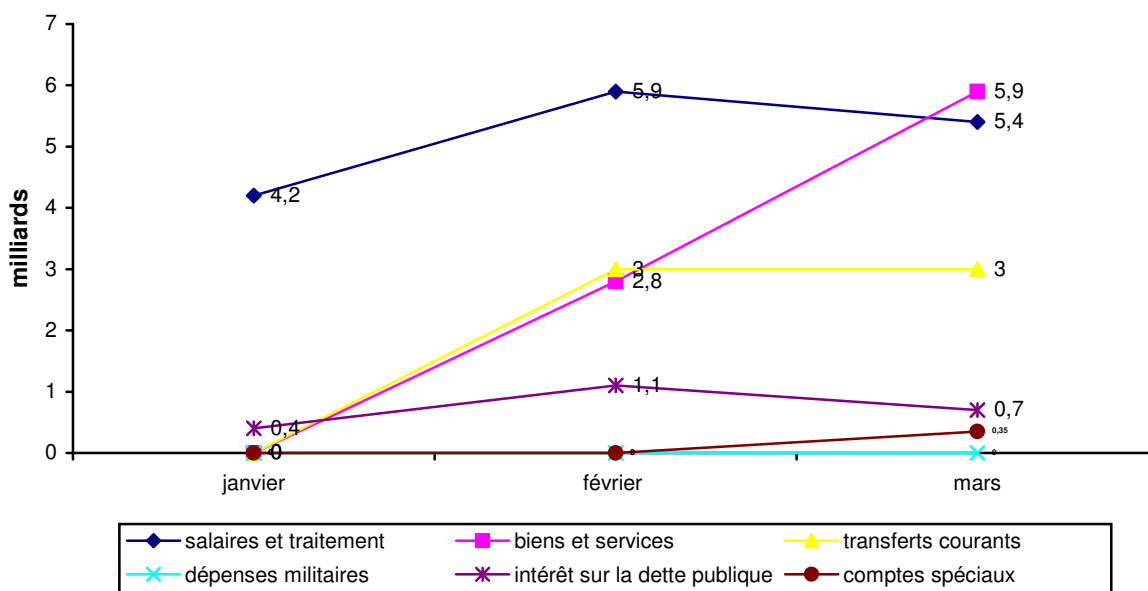
La plus part des dépenses de fonctionnement se situent en dessous des prévisions. Il est donc clair que le suivi régulier de l'évolution des dépenses a permis une meilleure maîtrise de comportement de celles-ci durant le trimestre.

Graphique 9: performances des dépenses de fonctionnement



Le graphique 9 montre que les rubriques des dépenses les plus importantes tel que les biens et services ont de long dépassé les prévisions. Ils sont suivis dans ce comportement par les intérêts sur la dette publique mais avec un dépassement moins important. Toutes les autres rubriques et notamment les salaires ont respecté les prévisions.

Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement durant le trimestre

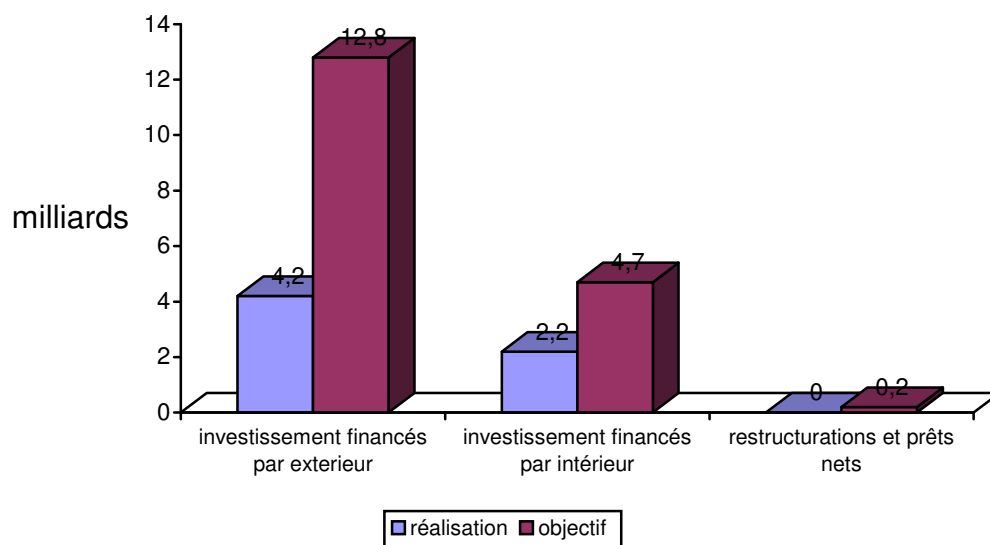


A travers le graphique 10 on observe un accroissement significatif au poste des biens et services passant de 0 en janvier à 5.9 en mars puisque l'exécution des dépenses de 2008 autres que les salaires n'a commencé qu'à partir du mois de février. Cela explique aussi pourquoi les transferts courants n'ont débuté qu'au mois de février pour se stabiliser par la suite. Les salaires et traitements atteignent le maximum en février pour connaître une légère baisse en mars.

2.2 Dépenses d'investissements

Durant le premier trimestre de l'année 2008, les dépenses d'investissement se situent loin en dessous de l'objectif poursuivi pour la période, puisqu'elles n'ont atteint que 6.4 milliards UM, pour un objectif de 17.5 milliards UM.

Graphique 11: Evolution des dépenses d'investissement pour le 1^{er} trimestre



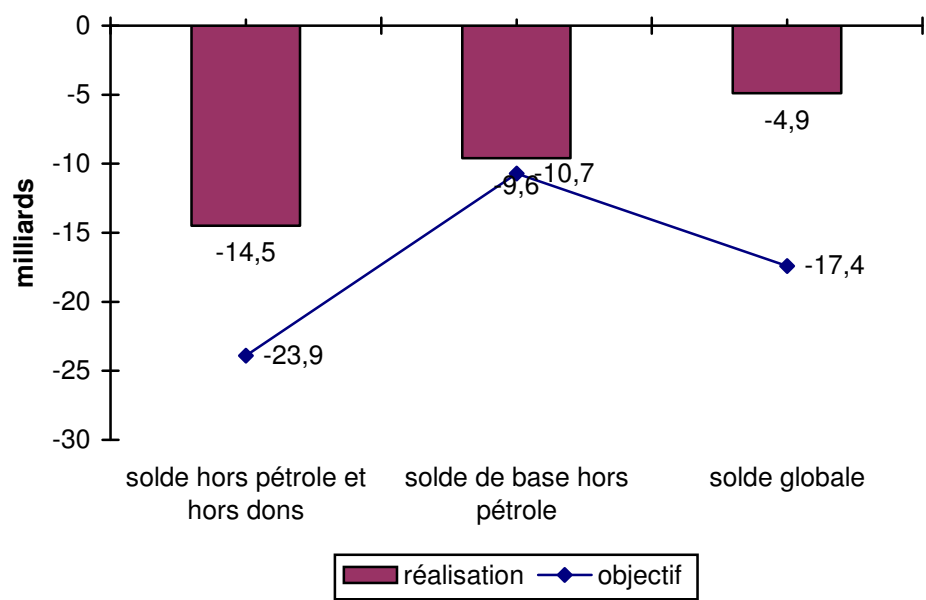
Le graphique 11 montre que les investissements financés par l'Etat et les investissements financés par les partenaires extérieurs se situent en dessous des prévisions.

3. solde

Le Solde de base hors pétrole, qui est la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières), et les Dépenses totales (sans les intérêts de la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a atteint durant la période un déficit de seulement – **9.6 milliards UM** contre un solde autorisé de -10.7 milliards UM.

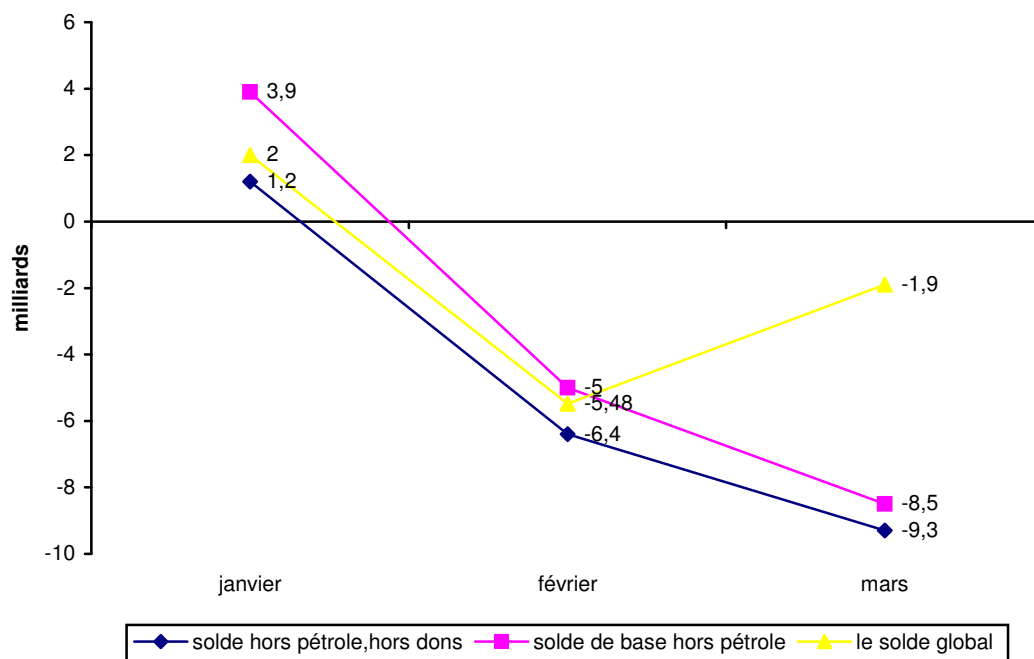
A l'image du Solde de base, le Solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières) et les Dépenses totales, a enregistré lui aussi un déficit de –**14.5** milliards UM (pour une programmation de –23.9 milliards UM. Ce qui montre qu'il y a une bonne performance dans ce trimestre.

Graphique 12: Comportement des soldes



Le graphique 12 montre que les soldes sont tous en dessus des seuils autorisés, ce qui prouve une bonne maîtrise de l'exécution budgétaire en recettes et en dépense durant le trimestre en question.

Graphique 13: Evolution mensuelle du solde



Le graphique 13 montre que le déficit du solde global du mois de février était relativement important mais cela a été compensé par les bonnes performances du mois de mars (voir la courbe en triangle du solde global).

Les autres soldes n'ont cessé de baisser pendant la période sans pour autant atteindre des seuils alarmants.

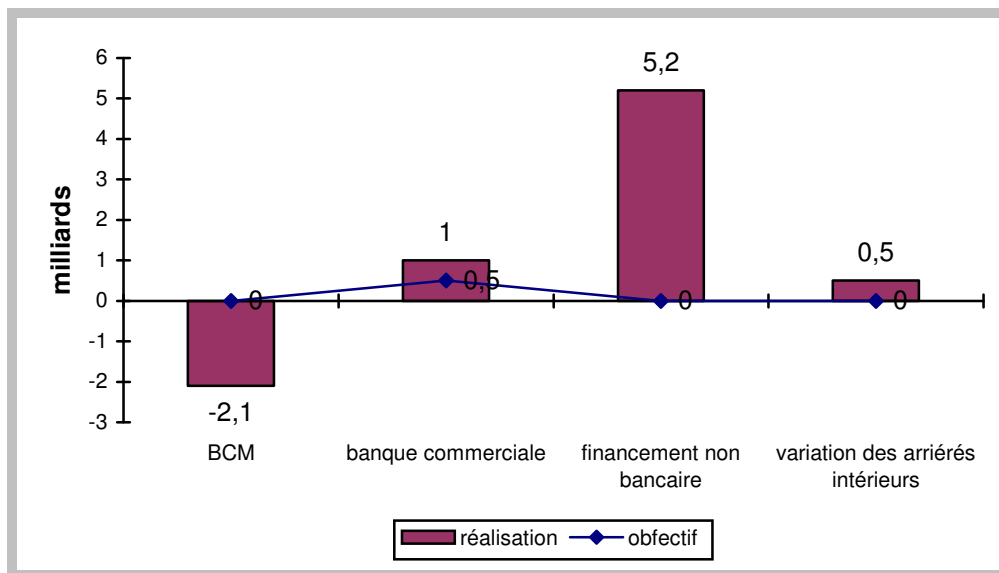
4. Financement

Les données extraites du TOFE montre que la source de financement la plus importante du budget de l'Etat ont été les recettes, qui ont atteint un seuil permettant d'améliorer le solde du compte courant à la BCM.

4.1 Financement intérieur

Le financement intérieur a été marqué par l'amélioration de la position à la BCM de 2.1 milliards UM. L'endettement de l'Etat auprès des banques commerciales a augmenté 1 milliards UM, pour une prévision de 0.5 milliards seulement.

Graphique 14: Comportement du financement intérieur



Au niveau du système non bancaire, l'Etat s'est financé à hauteur de 5.2 milliards UM, qui n'était par prévu (objectif zéro)

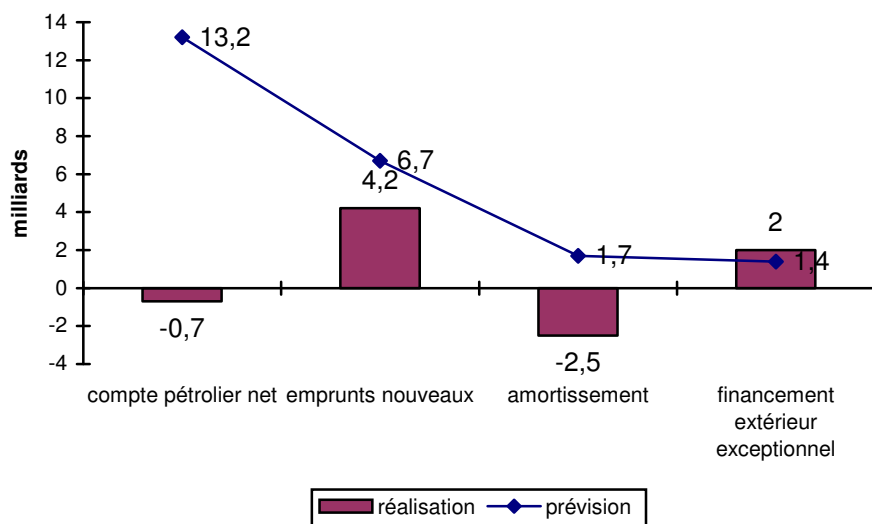
Les arriérés intérieurs n'ont augmenté que légèrement de 0.5 milliards.

4.2 Financement extérieur

Les 0.7 milliards UM, correspondent à un excédent enregistré au cours de ce trimestre sur le compte pétrolier offshore² qui résulte de la différence entre les recettes pétrolières de la période (4.3 milliards UM) et le total du retrait effectué en mars sur ce compte (3.6 milliards UM).

² Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

Graphique 15: Comportement du financement extérieur



Les financements extérieurs se sont globalement situés en dessous de l'objectif. On déduit du graphique 15 que la première source de financement extérieure durant le premier trimestre sont les emprunts nouveaux avec une hauteur de 4.2 suivis par les financements exceptionnels.

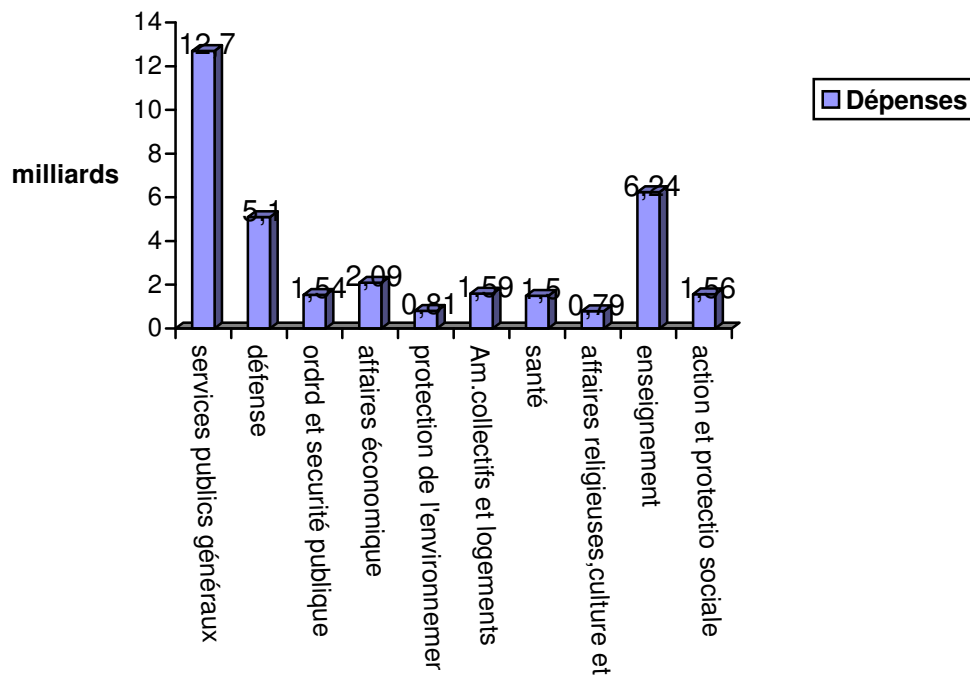
La rubrique des erreurs et omissions correspondant à la différence entre le montant total du financement et le solde global a été de **-4.235**, ce qui s'explique par certains retards de régularisations de dépenses obligatoires intervenues avant la mise en place du budget en février. On verra plus tard que les erreurs et omissions tendront vers **0** au fur et à mesure que l'année s'écoule. Rappelons que cette rubrique permet de mesurer l'ampleur des imperfections de l'exécution budgétaire survenues durant une période.

5. Classification fonctionnelle

5.1 Classification générale

C'est un modèle normalisé qui permet de suivre l'exécution des dépenses budgétaires des pays et de comparer cette exécution, selon les 10 fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle comme indiquée dans le graphique 16.

Graphique 16: Résultat pour les principales fonctions

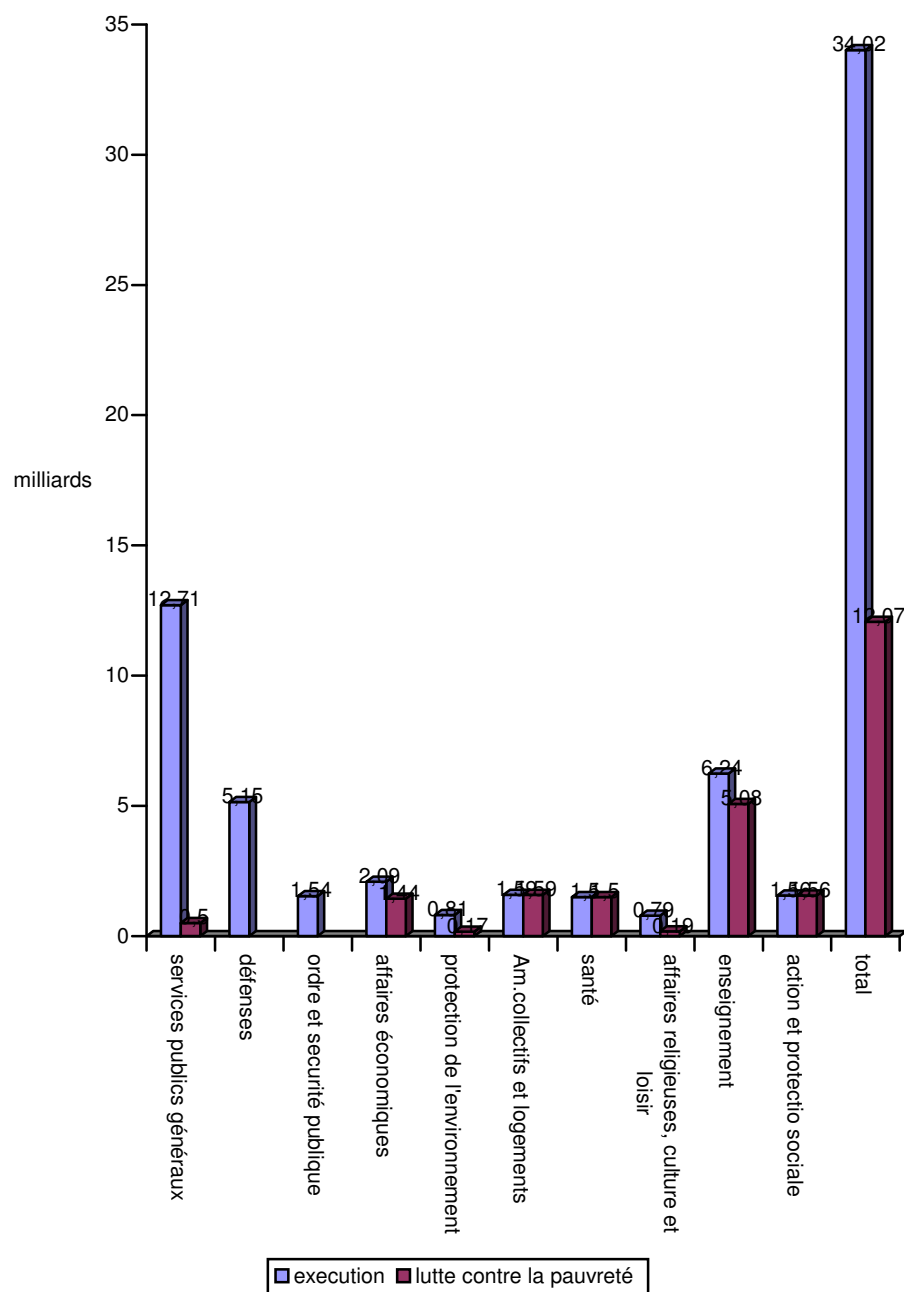


Le graphique 16 permet de souligner l'importance des services publics généraux puisqu'ils atteignent 12.71 milliards UM, soit 37.33%, suivis par l'enseignement avec un montant de 6.24 milliards UM (18.34%). La défense vient en troisième lieu avec (5.15) milliards UM, soit 14.9%, suivie par les affaires économiques avec 2.09 milliards soit 6.41%. Les autres fonctions ont enregistré des montants presque identiques et moins élevés.

5.2 Dépenses de lutte contre la pauvreté

Certaines sous fonctions de la nomenclature servent directement à la lutte contre la pauvreté.

Graphique 17: Exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté



Le graphique 17 illustre que les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent 37.33% des dépenses totales puisqu'ils atteignent 12.07 milliards UM.

Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent la totalité des postes « Action et protection sociale », « Santé » et « Aménagement collectifs et logements ». Ils constituent aussi une part importante des dépenses pour l'éducation et les affaires économiques. Ils ne représentent qu'une très faible part des autres postes.

Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat

	janv-	fév-	mars-	Réal.
Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières)	9,30	10,22	13,33	32,84
Revenus non pétroliers et dons	8,9	10,1	9,6	28,64
Revenus non pétroliers hors dons	8,5	9,3	9,4	27,19
Recettes fiscales (hors pétrole)	7,3	7,7	8,0	23,04
Taxes sur les revenus et profits	1,9	2,4	4,1	8,31
BIC et BNC	0,3	1,2	2,5	4,02
Impôt minimum forfaitaire douanes	0,5	0,7	0,6	1,44
TPS	0,9	0,7	0,8	2,50
IRCM	0,1	0,0	0,2	0,29
IGR	0,0	0,0	0,0	0,06
Taxes sur les biens et services	3,6	3,5	2,9	9,94
TVA intérieure	1,5	1,2	0,5	1,38
TVA sur les importations	1,4	1,2	1,4	5,74
Taxe sur le chiffre d'affaire et TPS	0,1	0,7	0,4	1,22
Taxe sur les produits pétroliers	0,3	0,3	0,4	0,98
Droits de consommation (thé, tabac, sucre, ciment)	0,0	0,0	0,0	0,04
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	0,3	0,2	0,2	0,62
Taxes sur le commerce international	1,3	1,3	1,2	3,79
Importations	1,1	1,1	1,0	3,15
Taxes statistiques	0,2	0,2	0,2	0,64
Autres recettes fiscales	0,6	0,6	-0,1	0,99
Droits de timbres	0,1	0,1	0,1	0,21
Taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété	0,1	0,1	0,0	0,25
Recouvrement sur les années précédentes	0,0	0,0	0,0	0,00
Recettes non encore ventilées	0,4	0,3	-0,3	0,51
Recettes non fiscales	1,2	1,6	1,3	4,16
Pêche	0,883	0,739	0,971	2,59
Compensation U.E.				0,00
Licences de pêches	0,9	0,7	1,0	2,59
Nationaux				0,00
Licence libre				0,00
Autres (dont amendes, affrètement, et acquisition)				0,00
Redevance minière	0,0	0,0	0,0	0,00
Dividendes des entreprises publiques	0,0	0,0	0,0	0,00
SNIM				0,00
BCM				0,00
Mauritel	0,0	0,0	0,0	0,00
Pampa	4,3	4,9	5,4	15,8
Dettes rattachées et recouvrements	0,0	0,0	0,0	0,00
SNIM	0,0	0,0	0,0	0,00
SOMALEC				0,00
SOGEM				0,00
Droits d'exploration miniers	0,0	0,0	0,0	0,00
Comptes spéciaux	0,1	0,8	0,0	0,94
Secteur pétrole				0,00
CAS hors pétrole	0,1	0,8	0,0	0,94
Recettes en capital	0,0	0,0	0,0	0,00
Ventes de terrain	0,0	0,0	0,0	0,00
Hors ventes de terrain	0,0	0,0	0,0	0,00
Autres	0,3	0,0	0,3	0,61
Dons	0,4	0,9	0,2	1,45
Projets	0,36	0,86	0,23	1,45
Aide budgétaire	0,0	0,0	0,0	0,00
Dont: assistance PPTE	0,0	0,0	0,0	0,00
Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)				0,00
Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)	0,0	0,0	0,1	0,11
Autres dons (IRDM, FMI)				0,00
Dons				0,00
Dépenses et prêts nets	7,3	15,7	18,7	41,7
Dépenses courantes	4,7	12,8	15,2	32,7
Salaires et traitements	4,3	5,9	5,4	15,8
Biens et services	0,0	2,8	5,9	8,7
Transferts courants	0,0	3,0	3,0	6,0
Intérêts sur la dette publique	0,4	1,1	0,7	2,2
Extérieurs	0,1	0,5	0,3	0,8
Intérieurs	0,4	0,7	0,4	1,4
Comptes spéciaux	0,00	0,00	0,35	0,4
Dépenses d'équipement et prêts nets	2,6	1,2	2,6	6,4
Investissement financé par extérieur**	2,6	0,9	0,6	4,2
Investissement financé par intérieur	0,0	0,3	2,0	2,2
Restructurations et prêts nets				0,0
Réserves communes		1,7	0,9	0,0
Réserves pour dépenses additionnelles et d'urgence				0,0
Solde hors pétrole: dons non compris (déficit -)	1,2	-6,4	-9,3	-14,5
Solde hors pétrole: dons compris (déficit -)	1,6	-5,5	-9,1	-13,1
Idem, recettes de pêche exclues (déficit -)				0,0
Solde de base hors pétrole (déficit -)	3,9	-5,9		-9,6
Recettes pétrolières (net)	0,40	0,07	3,73	4,2
Solde global: dons non compris (déficit -)	1,6	-6,3	-5,6	-10,3
Solde global: dons compris (déficit -)	2,4	-5,4	-1,6	-4,7
Financement	-2,4	5,4	1,6	4,7
Financement intérieur	-1,2	8,2	-8,4	-1,4
Financement intérieur ajusté (1)+(2)+(3)+(4)+(5)	-2,3	4,9	4,7	7,3
Système bancaire	7,7	0,9	-9,7	-1,1
BCM	14,1	-6,6	-9,5	-2,1
(1) BCM (hors cptes div, CAS et y emprts cpte courant rapproché)	13,0	-9,9	3,6	6,6
Compte courant	13,7	-8,0	1,6	7,3
Compte courant y compris rapprochement	13,0	-10,1	3,3	6,1
Valeurs à l'encaissement à la BCM et instances du mois à la BCM	-0,66	-2,15	1,61	-1,2
Comptes divisionnaires	0,4	1,2	0,5	2,2
Allègements	0,0	0,0	0,0	0,0
CAS	0,0	0,0	-12,3	-12,3
Autres	0,0	-0,1	0,5	0,4
Créances sur l'Etat (pertes BCM+consolidation quotas FMI-FMA)				0,00
Encaisses	-0,03	0,17	0,31	0,4
Banques commerciales	-6,4	7,5	-0,1	1,0
(2) Banques commerciales (hors var CCP dans les banques)	-6,4	7,5	-0,1	1,0
Financement par bons du Trésor	-7,0	6,8	-1,9	-2,0
Obligations cautionnées (traites)	0,7	0,7	1,3	2,7
Variation CCP dans les banques				0,0
Variation comptes de liaison comptables de l'intérieur du pays	-0,1	0,0	0,5	0,3
(3) Financement non-bancaire	-3,7	6,8	2,1	5,2
(4) Variation des arriérés intérieurs	-0,2	0,1	0,7	0,5
Apurement	-0,2	0,0	0,0	-0,3
Accumulation	0,0	0,1	0,7	0,8
Instances du Trésor	0,0	0,1	0,7	0,8
Apurement				0,0
Accumulation		0,1	0,7	0,8
Dettes croisées et autres engagements de l'Etat	-0,2	0,0	0,0	-0,3
Apurement	-0,24	-0,02	0,00	-0,3
Accumulation				0,0
Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	-4,9	0,4	-1,5	-6,0
Financement extérieur	1,48	0,66	-0,28	1,9
Compte pétrolier (net)	-0,1	-0,1	-0,3	-0,7
Recettes pétrolières (net)	-0,4	-0,1	-1,9	-4,3
Contribution du compte pétrolier	0,0	0,0	3,6	3,6
Autres (net)	1,9	0,7	0,0	2,6
Emprunts extérieurs (net)	2,37	-0,65	-0,07	1,7
Emprunts nouveaux	2,6	0,9	0,6	4,2
Amortissement	-0,3	-1,6	-0,7	-2,5
Financement extérieur exceptionnel	0,1	1,2	0,6	2,0
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries	-0,6	0,1	-0,6	-1,0
Erreurs et omissions	1,557	0,091	2,818	-4,464

Annexe 2 : Tableau des prévision du 1 er trimestre de 2008

	O B I T I
Revenus non pétroliers et dons	38,7
Revenus non pétroliers	32,2
Recettes fiscales (hors pétrole)	26,3
Taxes sur les revenus et les profits	6,0
BIC et BNC	3,7
BIC et BNC et IMF hors douanes	2,9
Impôt minimum forfaitaire douanes	0,8
ITS	2,0
IRCM	0,1
IGR	0,2
Taxes sur les biens et services	14,9
TVA	8,6
Taxe sur le chiffre d'affaire et TPS	3,9
Taxe sur les produits pétroliers	1,1
Droits de consommation (thé, tabac, sucre, ciment)	0,6
Autres taxes (assurances, véhicules, aéroport)	0,7
Taxes sur le commerce international	4,2
Importations	3,7
Taxes statistique	0,6
Autres recettes fiscales	1,2
Droits de timbre	0,3
Recettes non ventilées	0,7
Recouvrement des années précédentes	0,0
Taxe d'apprentissage et impôts sur la propriété	0,3
Recettes non fiscales	5,9
Pêche	3,7
Compensation U.E.	0,0
Licenses de pêches	3,2
Autres (dont amendes, affrètement, et acquisition)	0,5
Redevance minière	0,5
Dividendes des entreprises publiques	0,0
SNIM	0,0
BCM	0,0
Mauritel	0,0
Panpa	0,0
Dette retrocedée et recouvrements	0,6
SNIM	0,6
SOMEL-EC	0,0
SOGEM	0,0
Droits d'exploration miniers	0,0
Comptes spéciaux	0,6
Secteur pétrole	0,0
Cas hors secteur pétrole	0,6
Recettes en capital	0,4
Ventes de terrain	0,4
Hors ventes de terrain	0,0
Autres	0,0
Dons totaux	6,5
Dons projets	6,1
Assistance budgétaire	0,4
Dons budgétaires	0,0
Assistance PPTE	0,4
Assistance PPTE (hors BCM et SNIM)	0,0
Assistance PPTE (BCM, SNIM)	0,4
Dont: FMI	0,0
Autres dons courants	0,0
IADM (dons en capital)	0,0
Dépenses	58,9
Dépenses courantes	35,0
Salaires	17,6
Biens et services	5,5
Dont: processus électoral	—
Dont: sur financement extérieur	0,0
Dont: réserves	—
Dont: réserves restructuration somelec	—
Transferts et subventions	7,9
Sonagaz	1,5
SNDE	0,4
Somelec	0,0
Air Mauritanie	0,0
Timane	0,0
Rapatriés	0,0
Intervention d'urgence	3,0
Autres	3,0
Dépenses militaires	—
Intérêt	1,7
Extérieur	0,5
Intérieur	1,2
Comptes spéciaux	2,3
Dont: développement du secteur pétrolier	0,3
Autres	2,0
Dépenses en capital	17,5
Projets sur financement extérieur	12,8
Projets sur financement intérieur	4,7
Dont: réserves	—
Restructuration et prêt net	0,2
Réserves communes	3,1
Réserves pour dépenses additionnelles d'urgence	3,0
Mesures (+ = dépenses supplémentaires ; - = réduction de dépenses/recettes)	0,0
Solde non pétrolier hors dons	-26,7
Solde non pétrolier y compris dons	-20,2
Solde non pétrolier: programme	-13,4
Revenus pétroliers	—
Revenus pétroliers	0,1
Recettes fiscales	0,0
Recettes non fiscales	0,0
Intérêts sur le compte pétrole	0,1
Solde général hors dons	-36,6
Solde général y compris dons	-20,1
Mesures (+ = dépenses supplémentaires ; - = réduction de dépenses/recettes)	0,0
Solde général y compris dons, après mesures	-20,1
Financement	20,1
Financement intérieur (net)	0,5
Système bancaire	0,5
BCM	0,0
Dont: compte courant	0,0
Banques commerciales	0,5
Dont: bons du trésor	0,5
Secteur non bancaire (bons du trésor)	0,0
Privatisation et autres	0,0
Arriérés intérieurs	0,0
Instances du trésor	0,0
Arriérés	0,0
Variations des mouvements sur comptes de dépôts et comptes de liaison	0,0
Financement extérieur	19,6
FNRH (net)	13,2
Revenus du pétrole	-0,1
Recettes fiscales	0,0
Recettes non fiscales	0,0
Intérêt sur le compte pétrole	-0,1
Remboursement du crédit d'impôt sur les sociétés	0,0
Contribution du FNRH au budget	13,3
Transfert pour le développement du secteur pétrole	0,3
Transfert pour le budget général	13,0
Autres (net)	6,4
Emprunt net	2,0
Nouveaux prêts	6,7
Amortissement (excl. SNIM)	1,7
Financement exceptionnel	1,4
IADM IDA et MDRI	0,0
Variation comptes de liaison comptables des chancelleries	0,0
Erreurs et omissions	0,0

